DIAL 3020

PÉROU - La coca, c'est la vie, ou les paradoxes de l'éradication

Instituto de Defensa Legal, division *Seguridad Ciudadana*

mercredi 1er octobre 2008, mis en ligne par Dial

Cet article, publié le 14 mai 2008 sur le site de l'Instituto de Defensa Legal, division Seguridad Ciudadana *revient sur les problèmes, les enjeux et les conséquences de la politique d'éradication de la coca au Pérou.*

Les travailleurs du CORAH (Office spécial de contrôle et de réduction des cultures de coca dans le Haut Huallaga), et la police qui encadre leurs opérations, savent très bien combien il est difficile d'éradiquer les plants de coca à Yanajanca (Cholón, province de Marañón, Huánuco). Au mois d'avril de l'année passée, l'un d'entre eux a été tué par un franc-tireur qui se cachait dans la montagne. Le même jour, cinq policiers ont été blessés par balle.

Toujours à Yanajanca, deux mois plus tard, quatre employés du CORAH ont été blessés par l'explosion de mines dissimulées dans les plantations, ces engins baptisés « chasse-pigeons » (*cazabobos*).

Dans cette zone, à la fin de l'année et au prix de beaucoup d'efforts, 2 500 hectares de feuilles de coca ont été rasés, soit le quart de la superficie éliminée dans la vallée de l'Huallaga en 2007 (11 056 hectares au total).

Mais actuellement, en 2008, en seulement quatre mois, les *cocaleros* de Yanajanca ont déjà ressemé 500 hectares.

La politique d'éradication réussit-elle à réduire l'étendue des champs de coca ?

À supposer même que les objectifs de l'éradication soient atteints à la fin de l'année, au rythme où les cultivateurs ressèment, il n'est pas sûr qu'il y aura moins de plants de coca qu'au départ.

Sans parler du coût. Moins d'un an après la fin de la campagne d'éradication à Yanajanca, le CORAH devra revenir dans la zone et mobiliser de nouveau d'énormes ressources : 200 travailleurs, protégés par des contingents de 100 policiers, plus, dans le périmètre, des équipes de la DIROES (Direction des opérations spéciales) et de l'armée.

Durant l'opération d'éradication menée par le CORAH dans le secteur, le Sentier lumineux n'a cessé ses actions de harcèlement. Et il n'y a pas de raison que cela change. La situation risque même d'empirer pour les travailleurs du CORAH et les forces de sécurité qui les protègent.

Le CORAH prévoit de faire prochainement une incursion à Aucayacu. Dans aucune autre zone du Huallaga la présence d'« Artemio » n'est aussi patente, lequel se comporte comme un juge de paix et a constitué tout un réseau de collaborateurs dans la plupart des hameaux du district.

La résistance rencontrée par le CORAH à Yanajanca ne sera peut-être rien comparativement à l'accueil ouvertement hostile qu'il trouvera à Aucayacu.

Cependant, il sera moins dangereux de pénétrer à Aucayacu que d'entrer dans le Monzón. Le Monzón n'a absolument pas été touché par l'éradication. Parmi toutes les zones de production de coca dans la vallée de l'Huallaca, c'est la seule où aucune opération d'arrachage n'a jamais été effectuée depuis 25 ans que le CORAH fait son travail. Selon des estimations des Nations unies, en 2007, on y cultivait de la coca sur une superficie de 11 240 hectares.

Aux dires du chef du CORAH, le général (r) Juan Zárate Gambini, la principale raison pour laquelle on n'arrache pas dans le Monzón, c'est qu'il n'y pousse rien d'autre que la coca du fait que les terres sont appauvries et en mauvais état à cause, précisément, de la culture permanente de coca.

Est-ce la seule raison ? Oui, mais il existe d'autres facteurs. La stratégie d'éradication en place signifie que le choix des zones d'intervention est conditionné par une évaluation des conditions de sécurité en vigueur.

S'agissant du Monzón, ses 20 000 habitants cultivent presque tous de la coca. Dans la VRAE (vallée d'Apurímac-Ene), où les cultures couvrent 15 813 hectares, on n'a procédé non plus à aucun arrachage et l'économie repose sur cette activité. Nul doute que les équipes qui tenteront d'entrer dans la région se heurteront à une résistance musclée et violente de la population. Et les autorités ne disposent pas d'un personnel ni de ressources suffisants pour engager une opération de cette ampleur.

Cela ne semble pas avoir échappé au général Zárate lorsque il a établi le plan des actions d'éradication. Issu de la Garde civile, Zárate est une personnalité caractérisée par une carrière et une expérience du terrain dignes de mention. Sous le régime de l'APRI, il a dirigé l'escadron Condor, unité tactique qui a infligé de durs coups aux organisations de narcotrafiquants de l'époque. En fait, une grande partie de cette expérience a servi pour les opérations du CORAH.

Toutefois, malgré tout le respect dû à son travail et à son dévouement, on ne peut que reconnaître les failles d'une stratégie antidrogue fondée en priorité sur l'arrachage des cultures. S'attaquer au ciment social du narcotrafic, aux cultivateurs, est non seulement sans efficacité mais aussi contreproductif.

Qui sont les acteurs en jeu ?

Après deux heures de trajet sur un chemin sinueux et pierreux, on arrive à la bourgade de Cachicoto, porte d'entrée dans le Monzón. Même lorsqu'il n'occupe pas de fonction publique, Eduardo Ticerán est celui qui gouverne dans le secteur, tandis que dans le Monzón c'est Iburcio Morales, depuis la préfecture du district.

Ticerán a pris la succession de Morales à la tête de la CENACOP, une des deux organisations nationales de cultivateurs de coca (l'autre est la CONPACCP, dont les dirigeants les plus connus sont Nancy Obregón et Nelson Palomino). La CENACOP passe pour la plus radicale des deux.

Tout en restant fidèle à la devise « La coca ou la mort », Ticerán partage aujourd'hui son temps entre la préparation du dénommé Plan stratégique de développement intégral de l'Huallaga – qui vise à un assainissement des zones de coca comme solution à une dépendance presque absolue à l'égard de cette culture – et la modeste boulangerie qu'il tient avec sa femme et qui leur permet de faire vivre leurs quatre filles. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, de survivre.

Le cultivateur de coca : un agriculteur pauvre

Arturo Chávez est membre du conseil de Cachicoto. Sur sa parcelle, il cultive de la coca, du cacao et du café. Il ne s'y entend pas en discours politiques. Tout ce qu'il comprend, c'est qu'il doit subvenir aux besoins de sa famille. Et, sans la coca, ses filles ne pourraient étudier à Tingo María. C'est aussi simple que cela. Il sait d'ailleurs bien que les feuilles de coca qu'il récolte sont destinées au narcotrafic.

« Les graines de cacao sont de mauvaise qualité. Elles sont à peine vendables. Il n'y a pas de pépinières, rien pour lutter contre les parasites. Qu'y faire ? », demande-t-il. « On pourrait essayer le yucca parce

que, là où il y a de la coca, le yucca peut aussi pousser. »

Dans tout le Monzón, on ne trouve pas un seul bureau du ministère de l'Agriculture. Selon Chávez, aucune aide technique n'est jamais arrivée à Cachicoto pour la bonification des cultures. Mais il est aussi vrai que la communauté n'a jamais sollicité une telle aide et n'a jamais cherché à s'associer avec d'autres agriculteurs.

L'histoire de Paulino Salas est très semblable. Quand nous l'avons rencontré, il était en pleine récolte de café. A l'instar d'Arturo Chávez, il cultive tout à la fois sur sa terre de la coca, du cacao et du café. Mais si la coca peut produire jusqu'à quatre récoltes par an, le café et le cacao ne donnent dans le même temps qu'une récolte. Pour Salas, comme pour la majorité des petits agriculteurs de Cachicoto, le principal intérêt de son champ de coca, c'est qu'il lui rapporte de quoi assurer les dépenses courantes. Rien de plus.

Cependant, ce vieux paysan, qui n'a pas l'air bien portant, déplore aussi les frais grandissants qu'entraîne la culture de coca. Selon lui, la récolte devient de plus en plus difficile et coûteuse, d'abord à cause du prix élevé des insecticides, mais également parce qu'il doit embaucher du personnel pour faire le travail. Ses gains – assure-t-il – sont plus que maigres.

Des histoires comme celles de Paulino Salas et Arturo Chávez illustrent des dilemmes liés à la stratégie de lutte contre la drogue. L'éradication est-elle la meilleure stratégie à employer dans ce qu'on appelle la guerre antidrogue ? Ou bien les effets collatéraux sont-ils plus importants que les coups effectivement portés au narcotrafic ?

Aucune autre voie possible

À Uchiza et Tocache, la situation n'est pas très différente de celle qui règne à Cachicoto. La coca est le moyen de subsistance de base mais la majorité des paysans y associent la culture du yucca et du cacao.

À Uchiza, le maire, Segundo Núñez, affirme que la coca est presque inexistante dans son district. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que les champs de coca sont concentrés dans les parties hautes d'Uchiza.

À Tocache, en revanche, les zones de culture sont disséminées dans tout le district mais occupent des espaces réduits. Le point commun, du moins dans la localité de Limón (située aux environs de la ville), c'est la présence de champs de coca moribonds.

L'un d'eux appartient à Justo Sevillano. Il cultive, parallèlement à la coca, le yucca et le cacao, mais le sol est tellement dégradé qu'ils ont du mal à pousser. Deux mois plus tôt, le peu de coca qu'il cultivait a été arraché. Plus par désespoir que par conviction, Sevillano a alors de nouveau essayé de semer de la coca, mais, comme c'était prévisible, il n'a rien obtenu.

Sevillano montre les documents certifiant – dit-il – qu'il vend son produit à l'ENACO (Entreprise nationale de la coca), ce qui attesterait la légalité de ses cultures. Lui-même reconnaît néanmoins que ces reçus appartenaient au propriétaire antérieur de son terrain.

A côté de ses cultures maladives, l'abondance de palmiers à huile produite dans la propriété voisine fait contraste. La différence entre les deux terrains tient indéniablement aux investissements réalisés. Quant à lui, Justiniano, qui donne des signes évidents de malnutrition, ne semble voir qu'une cause à sa situation : la politique d'éradication.

Refus et ressentiment, telles sont les réactions les plus visibles provoquées par l'éradication chez les paysans. Faute d'autres moyens de subsistance viables, la culture de coca sur ces terres de misère paraît inévitable. Le refus et la rancœur sont les sentiments qui poussent des milliers de ces Péruviens à manifester avec violence et à s'unir aux organisations qui font entendre leur voix. Tant que la politique antidrogue n'aura pas été redéfinie, l'éradication se poursuivra implacablement. Et le cercle vicieux de la pauvreté et du ressentiment continuera.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 3020.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Instituto de Defensa Legal, division *Seguridad Ciudadana*, 14 mai 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins l’auteur, le traducteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.